

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1989-1990

13 NOVEMBRE 1990

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 3 avril 1953
d'organisation judiciaire
et l'article 213 du
Code judiciaire**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE

PAR
MME MERCKX-VAN GOEY

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de ses réunions du 27 juin, des 5 et 10 juillet et des 10 et 22 octobre 1990.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Mottard.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Dumez, Hermans, Mme Merckx-Van Goy, M. Van Parys.
P.S. MM. Defosset, Eerdeken, Mayeur, Mottard, Mme Onkelinx.
S.P. M. Chevalier, Mmes De Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. MM. Berben, De Groot, Mahieu.
P.R.L. MM. Foret, Mundeleer.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mme Vogels.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Bosmans (J.), Breyne, De Clercq, Mme Leysen, M. Uyttendaele.
Mme Burgeon (C.), MM. Charlier (G.), Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
MM. Beckers, Sleenckx, Van der Maelen, Van der Sande.
MM. De Croo, Kempinaire, Mme Neyts-Uyttebroeck, M. Vreven.
MM. Draps, Gol, Klein.
M. Antoine, Mme Corbisier-Hagon, M. Michel (J.).
M. Lauwers, Mme Maes, M. Van Vaerenbergh.
MM. Simons, Van Dienderen.

Voir :

- 1243 - 89 / 90 :

— N° 1 : Projet de loi.

— N°s 2 à 4 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1989-1990

13 NOVEMBER 1990

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van 3 april
1953 betreffende de rechterlijke
inrichting en van artikel 213 van
het Gerechtelijk Wetboek**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE

UITGEBRACHT DOOR
MEVR. MERCKX-VAN GOEY

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 27 juni, 5 en 10 juli en 10 en 22 oktober 1990.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Mottard.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Dumez, Hermans, Mevr. Merckx-Van Goy, H. Van Parys.
P.S. HH. Defosset, Eerdeken, Mayeur, Mottard, Mevr. Onkelinx.
S.P. H. Chevalier, Mevr. De Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. HH. Berben, De Groot, Mahieu.
P.R.L. HH. Foret, Mundeleer.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mevr. Vogels.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Bosmans (J.), Breyne, De Clerck, Mevr. Leysen, H. Uyttendaele.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Charlier (G.), Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
HH. Beckers, Sleenckx, Van der Maelen, Van der Sande.
HH. De Croo, Kempinaire, Mevr. Neyts-Uyttebroeck, H. Vreven.
HH. Draps, Gol, Klein.
H. Antoine, Mevr. Corbisier-Hagon, H. Michel (J.).
H. Lauwers, Mevr. Maes, H. Van Vaerenbergh.
HH. Simons, Van Dienderen.

Zie :

- 1243 - 89 / 90 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

— N°s 2 tot 4 : Amendementen.

1. — EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CLASSES MOYENNES

Un montant de 250 millions de francs est actuellement disponible pour adapter les effectifs des magistrats et des greffiers.

Les projets de loi déposés à cet effet tiennent compte des desiderata exprimés par les parlementaires dans diverses propositions de loi. La magistrature, tant la magistrature debout que la magistrature assise, pour tous les tribunaux et à tous les niveaux, a en outre été consultée pour leur élaboration.

Les projets de loi forment un ensemble, en ce sens que l'on s'est efforcé de répartir les moyens disponibles de manière équilibrée.

Compte tenu des avis des Premiers Présidents et des Procureurs généraux, ainsi que des contingences budgétaires, l'augmentation suivante est proposée pour les cours d'appel :

	Siège par unité — <i>Zetel per eenheid</i>	Parquet par unité — <i>Parket per eenheid</i>	Greffiers par unité — <i>Griffiers per eenheid</i>	Commis-greffiers par unité — <i>Klerken-griffiers per eenheid</i>
Cours d'appel de : — <i>Hof van Beroep</i> :				
Bruxelles. — <i>Brussel</i>	7	6	2	1
Anvers. — <i>Antwerpen</i>	8	4	2	2
Gand. — <i>Gent</i>	4	2	1	1
Cours d'appel de : — <i>Hof van Beroep</i> :				
Liège. — <i>Luik</i>	1	1	1	—
Mons. — <i>Bergen</i>	1	1	1	—

Les augmentations d'effectifs accordées à Mons et à Liège sont limitées. En ce qui concerne Mons, l'Inspection des Finances a rendu un avis négatif. Quant à la cour de Liège, elle a déjà reçu 4 conseillers supplémentaires en application de la loi du 23 juin 1989 (*Moniteur belge* du 30 juin 1989), ce qui explique que le projet à l'examen n'augmente son effectif que d'un conseiller.

Le parquet général de Bruxelles se voit attribuer six unités supplémentaires, en ce compris les deux magistrats qui sont nécessaires pour assurer la coordination nationale.

*
* *

II. — DISCUSSION GENERALE

En réponse à la remarque d'un membre, le *Ministre* précise qu'il a rencontré tous les Premiers Présidents lors des consultations qu'il a opérées, ceux-ci s'étant d'ailleurs également réunis en Collège. Evoquant la

1. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN MIDDENSTAND

Er is thans een bedrag van 250 miljoen beschikbaar om de personeelsformaties van magistraten en griffiers aan te passen.

In de voor dit doel ingediende wetsontwerpen wordt rekening gehouden met de desiderata die door de parlementairen werden uitgedrukt in diverse wetsvoorstellen. Bovendien werd ook de magistratuur, zowel de zittende als de staande, in alle rechtbanken en op alle niveaus, geraadpleegd.

De wetsontwerpen vormen een geheel in de zin dat gepoogd werd om de beschikbare middelen op evenwichtige wijze te verdelen.

Rekening houdend met de adviezen van de Eerste Voorzitters en van de Procureurs-generaal, alsmede met de begrotingsmogelijkheden, wordt voor de hoven van beroep de volgende verhoging voorgesteld :

De verhogingen te Bergen en te Luik zijn beperkt. Voor Bergen was er een negatief advies van de Inspectie van Financiën. Luik heeft ingevolge de wet van 23 juni 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1989) reeds 4 raadsheeren bijgekregen, vandaar dat onderhavig ontwerp maar één raadsheer toevoegt.

Het Parket-Generaal van Brussel krijgt 6 bijkomende eenheden toegewezen. Daarin zijn de twee magistraten begrepen die onontbeerlijk zijn voor de nationale coördinatie.

*
* *

II. — ALGEMENE BESPREKING

Op een opmerking van een lid, antwoordt de *Minister* dat hij tijdens een overlegronde heeft gepraat met alle eerste voorzitters die trouwens ook in College hebben vergaderd. De Minister wijst er op dat bij het

nomination de 8 conseillers à la Cour d'appel d'Anvers, le Ministre rappelle que l'arriéré judiciaire existe surtout au niveau de l'appel.

D'autre part, tous les calculs ont été faits sérieusement. Les chiffres de la MUNA ont été vérifiés par la Commission des critères. Si l'on s'écarte de ces chiffres sur un seul point, on se fragilise nécessairement pour beaucoup d'autres.

Sur le plan du projet des Cours d'Appel, c'est à la demande du Collège des Premiers Présidents qu'on a essayé de trouver un équilibre qui satisfasse tout le monde. Il ne faut d'ailleurs pas oublier la situation en appel, puisque c'est là que les gens attendent actuellement 5 ou 6 ans avant un verdict définitif.

Le Président fait observer que l'arriéré judiciaire est un critère important, mais qu'il n'est pas le seul. Du reste, il serait intéressant, afin de réduire l'arriéré, de supprimer le rapport dans les affaires pénales au niveau de l'appel. Souvent, ce rapport permet de prendre connaissance une première fois du dossier, de sorte que l'audience ne sert plus à rien.

Le Ministre se déclare favorable à cette initiative.

Le Président observe que cette mesure permettrait de résorber quelque peu l'arriéré et, par conséquent, de limiter le nombre de nominations à la Cour d'appel d'Anvers.

Un membre est d'avis que pour ce qui concerne Anvers, il convient d'examiner également le nombre d'affaires traitées et en cours. On constaterait alors que ce nombre de conseillers supplémentaires est encore insuffisant.

L'intervenant ajoute qu'il n'y a pratiquement plus de fixations au rôle avant 5 ou 6 ans en appel.

L'intervenant suivant se déclare favorable au choix d'une norme qui soit appliquée uniformément. Evoquant le cas de la Cour d'appel d'Anvers, il ajoute avoir l'impression que l'on y travaille très correctement.

Pour ce qui concerne le rapport présenté en appel, le membre estime que celui-ci constitue pour la défense une garantie que les trois conseillers ont pris connaissance de l'affaire. Ce rapport est d'ailleurs généralement élaboré de manière très consciencieuse. La suppression de cette procédure reviendra souvent à allonger le réquisitoire du procureur et la plaidoirie de la défense.

Le Président demande si auprès d'autres Cours d'appel, il existe aussi, comme à celle de Liège, une disposition selon laquelle l'affaire est considérée comme ne figurant plus au rôle, à partir du moment où un délai déterminé s'est écoulé (par exemple trois ans) et où il n'a pas été transmis de conclusions, ni envoyé de bulletin de fixation.

Dans le cas contraire, on fausse les données statistiques qui ne sont plus pertinentes, puisqu'elles concernent des affaires qui ne seront jamais plaidées.

Un membre fait observer qu'à Anvers, une fois par an, le greffe envoie aux avocats une lettre contenant la fixation d'office des affaires qui n'ont pas été évo-

hof van beroep te Antwerpen 8 raadsheren zijn benoemd en dat vooral bij de hoven van beroep een gerechtelijke achterstand bestaat.

Voorts zijn alle berekeningen met de nodige ernst verricht. De cijfers van het AGER werden door de Criteriacommissie nagetrokken. Wijkt men op één punt van die cijfers af, dan komen vele andere ook dadelijk op de helling te staan.

Op verzoek van het College van eerste voorzitters is gepoogd in verband met het project voor de hoven van beroep tot een evenwichtige situatie te komen. De toestand in de hoven van beroep mag trouwens niet uit het oog worden verloren, want uitgerekend hier wachten de mensen momenteel 5 tot 6 jaar op een definitieve uitspraak.

De Voorzitter acht de achterstand bij het gerecht dan wel een belangrijk, maar niet het enige criterium. Overigens ware het interessant, teneinde de achterstand te verminderen, om in hoger beroep in strafzaken, het verslag af te schaffen. Vaak kan via dat verslag het dossier al een eerste maal worden ingekeken, zodat de terechtzitting nergens meer toe dient.

De Minister is te vinden voor dat initiatief.

De Voorzitter merkt op dat aangezien de achterstand bij het gerecht met die maatregel enigszins kan worden weggewerkt, het aantal benoemingen in het hof van beroep te Antwerpen kan worden beperkt.

Volgens een lid moet voor Antwerpen worden nagegaan hoeveel zaken zijn afgehandeld of nog in behandeling zijn. Men zou dan constateren dat het extra aantal raadsheren nog onvoldoende is.

Spreker voegt daaraan toe dat er in beroep vrijwel geen dagbepalingen vóór 5 tot 6 jaar meer zijn.

De volgende spreker pleit voor een norm die dan ook eenvormig zou worden toegepast. Voorts zegt hij de indruk te hebben dat het Antwerpse hof van beroep zeer degelijk werk verricht.

Het lid meent dat het in hoger beroep gedane verslag voor de verdediging de waarborg is dat de drie raadsheren kennis hebben genomen van de zaak. Dat verslag is trouwens meestal zeer zorgvuldig opgesteld. Mocht die procedure worden afgeschaft, dan zou dat er vaak op neerkomen dat het rekwisitoir van de procureur en de pleidooien van de verdediging nodeloos worden gerekt.

De Voorzitter vraagt of er andere hoven van beroep zijn waar, net zoals in dat van Luik, een schikking getroffen is, luidens welke een zaak geacht wordt niet meer op de rol te staan zodra een bepaalde termijn is verstreken (bijvoorbeeld drie jaar) en geen conclusies werden neergelegd of geen bericht van dagbepaling is ingekomen.

Zo niet, dan vervalst men de statistische gegevens. Die zijn dan niet meer pertinent aangezien zij betrekking hebben op zaken die nooit meer gepleit zullen worden.

Een lid merkt op dat de griffie in Antwerpen één keer per jaar een brief naar de advocaten stuurt, met een dagbepaling van rechtswege voor de zaken die nog

quées. En cas d'absence de suites, l'affaire est retirée du rôle.

L'intervenant ajoute qu'à Anvers, le retard se situe surtout au niveau civil et commercial. En correctionnelle, on a ajouté, pour résorber l'arriéré, des audiences où ne siégeait qu'un seul conseiller. On a également pu liquider les affaires prescrites.

Il convient d'indiquer éventuellement dans la requête que l'on souhaite une chambre à trois conseillers. Les magistrats semblent d'ailleurs préférer cette solution.

Un autre membre précise qu'il n'y a plus de possibilités d'obtenir une fixation pour les expropriations et pour les contentieux d'ordre fiscal. On en arrive à des délais de comparution de douze ou treize ans.

Le Ministre se déclare lui aussi favorable à l'adoption d'une disposition légale qui permettrait de faire disparaître du rôle les affaires qui ne seront manifestement jamais plaidées et dont les conclusions ne sont même pas déposées dans un certain délai.

Le Ministre précise qu'au niveau du rapport en Cour d'appel, cette disposition est généralement contournée et maltraitée, même s'il existe des exceptions notoires. On assiste, en effet, souvent à une simple relecture des pièces, sans aucun esprit de synthèse. En tout état de cause, ce rapport pourra encore se faire, de façon informelle, entre les trois conseillers, s'ils ont l'habitude de fonctionner de cette manière.

Un membre fait remarquer que l'utilisation judiciaire de ce rapport peut servir de base à une discussion fort fructueuse.

Le même intervenant ajoute encore, au sujet des dossiers auxquels aucune suite n'est donnée au niveau judiciaire, que cela est souvent dû au fait qu'un accord est intervenu entre les parties mais que celles-ci ont négligé d'en avertir le tribunal. On pourrait éviter ce genre de pratique en prévoyant, après modification du Code judiciaire, que l'affaire peut d'office être fixée, après que notification en ait été faite aux parties concernées.

Le Ministre précise que cette proposition pourrait être intégrée dans l'avant-projet relatif à l'arriéré judiciaire, qui est actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Le Président fait remarquer que s'il y avait avant l'audience pénale une bonne connaissance du dossier dans le chef du président ou du conseiller qui a la charge de le préparer, un interrogatoire pourrait avantageusement remplacer ledit rapport.

Le Ministre rappelle que le rapport suppose une bonne connaissance du dossier mais que cela n'est malheureusement pas toujours le cas.

Plusieurs membres confirment cet état de fait.

niet opgeroepen werden. Wordt daaraan geen gevolg gegeven, dan wordt de zaak van de rol afgevoerd.

Spreker voegt daaraan toe dat de achterstand in Antwerpen vooral op het vlak van de burgerlijke en de handelszaken ligt. Op correctioneel vlak heeft men zittingen met een alleenzetelend raadsheer toegevoegd om de achterstand op te halen. Ook heeft men de verjaarde zaken kunnen schrappen.

In het verzoekschrift moet eventueel worden vermeld dat men een kamer met drie raadsheren wenst. De magistraten lijken overigens die oplossing te verkiezen.

Een andere spreker preciseert dat voor onteigeningen en voor fiscale geschillen geen dagbepaling meer mogelijk is. Men komt er tot termijnen van verschijning van 12 tot 13 jaar.

De Minister verklaart eveneens voorstander te zijn van een wetsbepaling op grond waarvan zaken, die klaarblijkelijk nooit zullen worden gepleit en waarvan de conclusies zelfs niet binnen een bepaalde termijn worden neergelegd, van de rol kunnen worden afgevoerd.

De Minister preciseert dat de bepaling inzake het verslag voor het Hof van beroep algemeen genomen omzeild wordt, ook al bestaan er opmerkelijke uitzonderingen. Vaak immers heeft men te maken met een doodgewone herlezing van de stukken, zonder ook maar enige vorm van synthese. Wat er ook van zij, dat verslag kan nog evengoed informeel gebeuren tussen de drie raadsheren, indien zij de gewoonte hebben op die manier te werken.

Een lid merkt op dat een oordeelkundig gebruik van dat verslag tot basis kan dienen voor een erg vruchtbare bespreking.

Dezelfde spreker voegt er in verband met de dossiers waaraan op gerechtelijk vlak geen gevolg wordt gegeven, nog aan toe dat zulks vaak te wijten is aan het feit dat partijen een overeenkomst hebben bereikt, maar nagelaten hebben de rechtbank daarvan in kennis te stellen. Men zou zulks kunnen voorkomen door, na wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, te stellen dat een zaak ambtshalve op de rol kan worden geplaatst na betekening aan de betrokken partijen.

De Minister preciseert dat een dergelijk voorstel zou kunnen worden opgenomen in het voorontwerp van wet betreffende de gerechtelijke achterstand, dat thans aan de Raad van State is voorgelegd.

De Voorzitter merkt op dat, indien de voorzitter of de raadsheer die belast is met de voorbereiding ervan, vóór de terechtzitting in strafzaken het dossier behoorlijk zou kennen, het hier bedoelde verslag zeer goed zou kunnen worden vervangen door een verhoor.

De Minister herinnert eraan dat het verslag een degelijke kennis van het dossier onderstelt, maar dat zulks jammer genoeg niet altijd het geval is.

Verscheidene leden bevestigen dat.

*
* *

*
* *

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice et des Classes moyennes fait observer que l'augmentation du cadre des 5 cours d'appel n'est pas aussi importante que ce qui avait été prévu à l'origine, en raison de la discussion à venir sur le projet de loi 1246/1 portant création de conseillers consulaires, dont les désignations devraient partiellement compenser le faible accroissement des magistrats des cours d'appel.

Un membre estime que la règle de la présence de 3 magistrats siégeant à chaque séance de la cour d'appel doit être maintenue car elle garantit l'objectivité du verdict. La présidence de la chambre par un seul magistrat est à éviter, sauf si les parties le requièrent.

L'intervenant explique que les personnes qui vont en appel, le font le plus souvent pour échapper à l'application immédiate d'une sentence prononcée en première instance. Ainsi ils prolongent le délai d'exécution de la sentence de 4 à 5 années.

Les amendes imposées par le tribunal de première instance sont d'ailleurs bien souvent augmentées d'intérêts considérables en attendant le jugement de la cour d'appel. Ainsi les intéressés se trouvent parfois dans l'impossibilité matérielle de faire face au paiement de l'amende si elle est confirmée en appel. Il faut donc décourager à tout prix les personnes qui vont en appel de façon inconsidérée.

Le Président fait observer que le droit à l'appel est un droit du citoyen et qu'il ne convient pas de décourager ce dernier d'aller en appel.

Le préopinant rétorque que sa remarque concerne les affaires civiles et commerciales et non les affaires pénales.

Un autre membre plaide pour l'introduction d'un système de conciliation à l'amiable pour désengorger les tribunaux de cour d'appel, tel que cela existe déjà en Suisse et aux Etats-Unis.

Le Président fait observer que l'état de fortune de l'intéressé ne devrait pas entrer en ligne de compte pour déterminer le droit d'aller en appel.

En outre, il rejette le recours au juge unique en cour d'appel et préfère le système du jugement collégial.

Un membre déclare que le juge de paix, en charge d'une affaire de moins de 15 000 francs, a tendance à négliger quelque peu la procédure, car il sait pertinemment qu'il constitue la dernière instance décisionnelle au niveau du procès.

Par contre, la présence de l'instance supérieure motive le juge de l'échelon inférieur dans l'accomplissement de sa tâche.

Le membre ajoute que l'augmentation proposée des indemnisations de procédure devrait décourager les personnes désirant interjeter appel à des fins dilatoires.

Un membre propose qu'une procédure soit instaurée au niveau des greffes des cours d'appel pour obliger les

De Vice-Eerste Minister, Minister van Justitie en Middenstand merkt op dat de uitbreiding van de formatie van de 5 hoven van beroep niet zo aanzienlijk is als wat aanvankelijk was aangekondigd. Reden daarvoor is de komende bespreking van wetsontwerp n° 1246/1 tot oprichting van raadsheren in handelszaken, wier aanwijzing de geringe stijging van het aantal magistraten in de hoven van beroep ten dele zou moeten compenseren.

Volgens *een lid* moet de regel van de aanwezigheid van 3 magistraten op elke zitting van het hof van beroep gehandhaafd worden, aangezien dit de onpartijdigheid van de uitspraak garandeert. De kamer uit één magistraat laten bestaan, moet worden vermeden, behalve indien de partijen zulks vorderen.

Spreker wijst erop dat de personen die in hoger beroep gaan, zulks meestal doen om aan de onmiddellijke tenuitvoerlegging van een in eerste aanleg gewezen vonnis te ontkomen. Op die manier rekken zij de termijn waarbinnen het vonnis ten uitvoer moet worden gelegd met 4 tot 5 jaar.

Overigens worden de door de rechtbank van eerste aanleg opgelegde geldboeten verhoogd met aanzienlijke rentes, zolang het hof van beroep geen uitspraak heeft gedaan. De betrokkenen zijn bijgevolg soms materieel niet in staat de geldboete te betalen zo die in hoger beroep wordt bevestigd. Het ondoordacht instellen van hoger beroep moet daarom te allen prijze worden ontraden.

De Voorzitter merkt op dat het recht op hoger beroep een recht van de burger is en dat niemand behoort te worden afgeraden om in hoger beroep te gaan.

De vorige spreker antwoordt dat zijn opmerking betrekking heeft op handelszaken en burgerlijke zaken en niet op strafzaken.

Een ander lid is voorstander van de invoering van een systeem van minnelijke schikking om het werk van de hoven van beroep te verlichten, zoals zulks reeds bestaat in Zwitserland en in de Verenigde Staten.

De voorzitter merkt op dat het feit dat de betrokkene al dan niet bemiddeld is, niet de doorslag mag geven om in beroep te kunnen gaan.

Bovendien verzet hij zich tegen het optreden van de alleenrechtsprekende raadshere bij het hof van beroep. Hij verkiest het systeem waarbij op collegiale wijze uitspraak wordt gedaan.

Een lid verklaart dat vrederechters in een zaak van minder dan 15 000 frank de neiging hebben de procedure wat te verwaarlozen, omdat zij goed beseffen dat zij in het proces de laatste beslissende instantie zijn.

Het bestaan van een hogere instantie zet op een lager niveau de rechter er daarentegen toe aan, zich beter van zijn taak te kwijten.

Het lid voegt eraan toe dat de voorgestelde verhoging van de procedurevergoedingen een hinderpaal zou moeten vormen voor degenen die beroep aantekenen om tijd te winnen.

Een lid stelt voor dat bij de griffies van de hoven van beroep een procedure wordt ingesteld die de partijen

parties à s'expliquer quant aux raisons pour lesquelles elles interjetten ou non appel et pour les contraindre à respecter les délais prévus par le Code judiciaire, ce qui n'est jamais le cas actuellement. Il convient dès lors de donner aux greffes les moyens pour accomplir cette tâche.

Si la période d'attente était réduite, il est certain que les intéressés interjetteraient appel, de façon bien plus modérée.

Un autre membre estime que le nombre d'appels serait considérablement limité si les juges du tribunal de première instance avaient le courage de rendre des jugements exécutoires par provision, pour les affaires évidentes. Cette décision permettrait la diminution d'un tiers du nombre d'affaires qui passent en Cour d'Appel car l'intéressé se voit opposer une décision exécutoire et il sait que les montants doivent de toute manière être avancés.

Il aura tendance à se résigner au paiement obligatoire plutôt que d'interjeter appel et encourir le paiement d'intérêts supplémentaires.

Il déplore le fait que les procédures d'expropriation soient actuellement réglées par 3 instances judiciaires différentes et il affirme que le juge de paix est suffisamment compétent en matière de procédure pour prendre une décision définitive à cet égard et empêcher ainsi le recours à l'appel.

Enfin, il estime que pour les accidents de la circulation occasionnant des dégâts mineurs de l'ordre de 20 à 25 000 francs, il conviendrait de nommer un juge de paix suppléant pour trancher ce genre d'affaire. On éviterait peut-être ainsi que l'affaire soit portée devant la cour d'appel.

Cette disposition éviterait une perte de temps et d'argent considérable. La cour d'appel n'aurait plus à se préoccuper que des affaires judiciaires vraiment importantes.

Pour conclure, il affirme qu'il conviendrait de solutionner ce problème au niveau des 1^{ères} instances judiciaires précédant le niveau supérieur de la cour d'appel.

Le président estime qu'il ne faut pas abuser des jugements exécutoires par provision sous prétexte que l'on ne veut pas charger davantage les magistrats de la cour d'appel.

D'autre part, il déclare qu'il est d'accord de remplacer les rapports de la cour d'appel par une étude préalable du dossier, comme le Ministre le propose.

Le Ministre précise qu'il convient de remplacer à la page 5 du projet de loi « La population de la province de Liège » par « La population du ressort de la cour d'appel de Liège ».

Il ajoute que le gouvernement n'a absolument aucun contrôle sur l'efficacité et la rigueur de travail de la magistrature assise et qu'il doit faire confiance à ces juges tout en sachant bien que certaines lacunes se

dwingt toelichting te geven bij de redenen waarom ze al dan niet in beroep gaan en hen ertoe verplicht de door het Gerechtelijk Wetboek bepaalde termijnen in acht te nemen, wat thans nooit gebeurt. De griffies moeten derhalve over de middelen beschikken om die taak te vervullen.

Mocht de wachttijd worden ingekort, dan zouden de betrokkenen zeker op een meer doordachte wijze beroep aantekenen.

Een ander lid meent dat het aantal gevallen waarin hoger beroep wordt ingesteld aanzienlijk zou worden beperkt mochten de rechters van de rechtbanken van eerste aanleg de moed opbrengen om in gemakkelijk te beoordelen zaken een vonnis te vellen dat uitvoerbaar is bij voorraad. Die beslissing zou het aantal zaken dat in beroep wordt behandeld met een derde kunnen verminderen, omdat de betrokkene met een uitvoerbare beslissing te maken krijgt; hij weet ook dat hij de desbetreffende bedragen in elk geval moet voorschieten.

Hij zal geneigd zijn het bij de verplichte betaling te houden, eerder dan beroep in te stellen en het gevaar te lopen bijkomende interesten te moeten betalen.

Hij betreurt dat de onteigeningsprocedures thans door drie verschillende gerechtelijke instanties worden geregeld. Inzake procedure meent hij dat de vrederechter zeker bevoegd is om een definitieve beslissing ter zake te vellen en aldus te voorkomen dat hoger beroep wordt ingesteld.

Tot slot meent hij dat men voor verkeersongevallen die een geringe schade veroorzaken (van 20 000 tot 25 000 frank) een bijkomende vrederechter zou moeten benoemen om die zaken te behandelen. Aldus kan misschien ook worden voorkomen dat beroep wordt ingesteld.

Dat zou heel wat tijd en geld besparen. Het hof van beroep zou zich dan kunnen beperken tot echt belangrijke zaken.

Tot besluit stelt hij dat het probleem op het vlak van de rechtbanken van eerste aanleg moet opgelost worden vooraleer de hogere rechtbank, het hof van beroep, wordt ingeschakeld.

De voorzitter meent dat geen misbruik mag worden gemaakt van vonnissen die uitvoerbaar zijn bij voorraad, onder voorwendsel de magistraten van het hof van beroep minder te belasten.

Voorts is hij het ermee eens om het verslag uitgebracht bij het hof van beroep te vervangen door een voorafgaande studie van het dossier, zoals de Minister voorstelt.

De Minister preciseert dat op blz. 5 van de memorie van toelichting van het wetsontwerp de woorden « De bevolking van de provincie Luik » moeten worden vervangen door de woorden « De bevolking van het rechtsgebied van het hof van beroep te Luik ».

Hij voegt eraan toe dat de Regering niet het recht heeft controle uit te oefenen op de doeltreffendheid en de arbeidsintensiteit van de zittende magistratuur en dat zij vertrouwen moet stellen in die rechters, wel

présentent dans l'organisation du travail dans certaines juridictions.

Il précise que Monsieur Krings, procureur général près la Cour de Cassation déclara ne pas avoir bénéficié des données exactes pour faire son étude sur l'arriéré judiciaire.

Le Gouvernement ne pouvant contrôler lui-même la magistrature assise, se base sur des chiffres provenant du pouvoir judiciaire qui ne se corroborent pas. Sans contrôle interne efficace de la magistrature assise, les seuls moyens de réduire l'arriéré judiciaire sont soit d'augmenter le nombre de magistrats, soit d'augmenter les traitements ou les services et les moyens matériels, soit enfin de changer la procédure.

Le Ministre estime que même si le droit d'appel est reconnu comme un droit sacré du citoyen le délai de son exécution est cependant beaucoup trop long. Les systèmes de l'exécution par provision et du cantonnement ne donnent pas non plus vraiment satisfaction.

Les grosses sociétés privées préfèrent souvent aller en appel suite à un procès perdu en première instance. De plus, comme ils disposent de moyens financiers considérables ils préfèrent choisir les chambres où il y a le plus d'arriéré judiciaire.

Le Ministre affirme qu'il présentera bientôt un projet de loi réduisant les possibilités d'appel en augmentant pour le juge de paix et le tribunal de première instance le taux de décisions en dernier ressort et en instaurant au niveau du juge d'appel la possibilité d'imposer d'office des amendes civiles pour appel vexatoire et téméraire, même si l'autre partie ne le demande pas.

Il ajoute que le nombre d'appels vexatoires et téméraires est peu élevé en Belgique, car les avocats rechignent à réclamer des dommages et intérêts par confraternité avec l'avocat de l'autre partie.

D'autre part, l'augmentation du nombre de magistrats favorisée par une augmentation budgétaire adéquate ne constitue pas non plus une solution idéale. Il faudra d'abord développer la collégialité, qui est un facteur de qualité compensant largement l'arriéré judiciaire qu'il peut engendrer. Cette intention sera d'ailleurs traduite dans un futur projet de loi sur l'arriéré judiciaire. Ensuite, il faudra augmenter la qualité des juges grâce à un programme de recrutement et de formation. Enfin, même si le nombre de juges d'instance doit lui aussi être augmenté, il faudra de toute manière plus de juges au niveau des cours d'appel.

En 1953, on dénombrait 104 magistrats de cour d'appel et 172 magistrats en 1988. Cela démontre que l'augmentation du nombre d'affaires n'a pas été suivie par une augmentation proportionnelle du nombre de magistrats en cour d'appel.

wetende dat de arbeidsorganisatie in bepaalde rechtbanken een aantal leemten vertoont.

Hij preciseert dat Procureur-generaal in het Hof van Cassatie, de heer Krings, verklaart niet over de exacte gegevens te hebben beschikt om zijn onderzoek naar de gerechtelijke achterstand te verrichten.

Aangezien de Regering niet zelf de zittende magistratuur kan controleren, gaat zij uit van cijfers van de rechterlijke macht die haaks op elkaar staan. Zonder een doelmatige interne controle op de zittende magistratuur, kan de achterstand bij het gerecht alleen worden teruggedrongen door het aantal magistraten op te trekken ofwel hogere wedden te betalen en de diensten en materiële middelen te verbeteren of nog, de rechtspleging te veranderen.

Ook al wordt het recht om hoger beroep in te stellen geacht een onaantastbaar recht van de burger te zijn, toch vindt de Minister de termijnen waarbinnen het kan worden uitgeoefend veel te lang. De uitvoering bij voorraad en het kantonement blijken ook niet echt voldoening te schenken.

Grote particuliere vennootschappen geven er vaak de voorkeur aan in hoger beroep te gaan nadat ze een rechtsgeding in eerste aanleg hebben verloren. Aangezien ze voorts over aanzienlijke financiële middelen beschikken, kiezen ze vaak de kamers met de grootste gerechtelijke achterstand uit.

De Minister kondigt aan dat hij eerlang een wetsontwerp zal indienen tot beperking van de beroepsmogelijkheden door voor de vrederechter en de rechtbank van eerste aanleg het maximumbedrag voor beslissingen in laatste aanleg op te trekken en door de rechter in hoger beroep de mogelijkheid te geven ambtshalve burgerlijke boetes wegens tergend en roekeloos beroep op te leggen, ook al vordert de tegenpartij zulks niet.

Hij voegt eraan toe dat het aantal tergende en roekeloze beroepen in België laag ligt aangezien advocaten uit confraterniteit met de advocaat van de tegenpartij slechts met tegenzin schadevergoeding eisen.

Voorts is de optrekking van het aantal magistraten welke in de hand wordt gewerkt door een passende verhoging op de begroting evenmin een ideale oplossing. Het systeem van de collegiaal optredende rechters moet eerst uitgebreid worden. Dat is een waarborg van kwaliteit die de gerechtelijke achterstand die daaruit voortvloeit, ruimschoots compenseert. Die doelstelling zal overigens geconcretiseerd worden in een toekomstig wetsontwerp op de gerechtelijke achterstand. Vervolgens moet er een kwalitatieve verbetering van de rechters komen, dank zij een wervings- en opleidingsprogramma. Ten slotte zijn er hoe dan ook meer rechters nodig bij de hoven van beroep, zelfs indien het aantal rechters in eerste aanleg eveneens moet worden verhoogd.

In 1953 waren er bij de hoven van beroep 104 magistraten en 172 in 1988. Daaruit blijkt dat de toename van het aantal zaken niet gepaard ging met een parallelle verhoging van het aantal magistraten bij de hoven van beroep.

L'augmentation du cadre de la magistrature des cours d'appel est donc indispensable et elle coûtera à l'Etat quelque 122 millions de francs.

Cependant, le ministre reconnaît que des améliorations doivent être apportées au niveau des moyens matériels mis à la disposition des cours d'appel, au niveau des moyens budgétaires, au niveau des procédures ainsi qu'au niveau du contrôle et de l'organisation du travail en cour d'appel. En outre, les juges chefs de corps devront avoir d'avantage une formation de manager gestionnaire pour motiver l'équipe de travail.

Le ministre conclut en affirmant que les premiers présidents des cours d'appel ont tous donné un avis positif sur le présent projet de loi et étaient d'accord sur le nombre et la répartition des magistrats.

Cependant, le ministre a réduit d'autorité l'augmentation initialement prévue en considération du projet sur les conseillers consulaires et en tenant compte du fait que la suppression de l'obligation d'établir un rapport officiel par un magistrat en cour d'appel autorisait une diminution d'effectifs. Le gouvernement dépose d'ailleurs un amendement n° 1 visant la suppression de l'obligation de faire rapport.

Le président insiste pour que le système de la conciliation à l'amiable soit instauré pour certains litiges, afin d'éviter des conflits exacerbés et afin de clôturer des dossiers judiciaires au stade de la conciliation avant d'aller en appel.

Un membre fait observer qu'il conviendrait de remplacer à la page 3 de l'exposé des motifs en première ligne le mot « portées » par le mot « soumises » et de désigner monsieur Krings par son titre de procureur général de la cour de Cassation.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

Compte tenu de la décision prise au cours de la discussion générale de supprimer l'obligation d'établir un rapport pour l'appel au pénal, il convient de modifier l'intitulé du projet. La Commission propose d'y ajouter les mots « et modifiant les articles 209 et 210 du Code d'instruction criminelle. »

Article 1^{er}

L'article 1^{er} a pour objet d'adapter le cadre du personnel des cours d'appel.

L'amendement n° 3 du Gouvernement (Doc. n° 1243/3) tend à remplacer le chiffre « 29 » par le chiffre « 28 »

Een uitbreiding van de personeelsformatie van de magistraten bij de hoven van beroep is dus noodzakelijk; dat zal de Staat ongeveer 122 miljoen frank kosten.

De Minister erkent echter dat de hoven van beroep over betere materiële en budgettaire middelen moeten beschikken en dat de procedures, de controle en de werkorganisatie op het niveau van het hof van beroep moeten verbeterd worden. Bovendien moeten de rechters-korpsoversten meer een opleiding van manager-beheerder krijgen om hun ploeg beter te motiveren.

De Minister stelt tot besluit dat alle eerste voorzitters van de hoven van beroep over dit wetsontwerp een gunstig advies hebben uitgebracht. Zij hebben hun instemming betuigd met de verhoging van het aantal magistraten en hun indeling.

De Minister heeft echter ambtshalve de oorspronkelijk vooropgestelde verhoging verminderd op grond van het wetsontwerp inzake de raadsheren in handelszaken. Daarbij wordt ook rekening gehouden met het feit dat de verplichting van een magistraat bij het hof van beroep om een officieel rapport op te stellen, vervalt. De Regering dient overigens een amendement n° 1 in tot schrapping van de verplichting om dat rapport op te stellen.

De voorzitter dringt aan om de regeling van de minnelijke schikking voor bepaalde geschillen in te voeren teneinde te voorkomen dat die geschillen op de spits worden gedreven; gerechtelijke dossiers kunnen dan in het stadium van de minnelijke schikking al worden afgesloten, vooraleer in beroep wordt gegaan.

Een lid merkt op dat het beter zou zijn op blz. 3, derde regel van de memorie van toelichting, de woorden « worden gebracht » te vervangen door de woorden « worden voorgelegd ». Bovendien wil hij de heer Krings aangeduid zien met de titel van procureur-generaal van het hof van Cassatie.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Opschrift

Ingevolge de tijdens de algemene bespreking genomen optie om het verplicht verslag in het beroep in strafzaken af te schaffen, moet het opschrift van het ontwerp worden gewijzigd. De Commissie voegt de woorden « en van de artikelen 209 en 210 van het Wetboek van Strafvordering » toe.

Artikel 1

Artikel 1 betreft de aangepaste personeelsformatie van de hoven van beroep.

Het regeringsamendement n° 3 (Stuk n° 1243/3) strekt ertoe in de kolom « raadsheren » voor wat

dans la colonne « conseillers » en regard du siège d'Anvers. Le but est de compenser l'augmentation d'une unité du cadre du personnel du tribunal de commerce de Bruges (voir Doc. n^{os} 1242/1 et 4).

Votre rapporteur renvoie à l'exposé des motifs du projet, qui précise que l'augmentation particulière du cadre du parquet général près la cour d'appel de Bruxelles s'explique par la désignation de deux « magistrats nationaux » qui exerceraient leurs fonctions à Bruxelles. Quelle garantie a-t-on que les deux magistrats du parquet supplémentaires travailleront effectivement et continueront à travailler au niveau national ? Ne pouvait-on pas faire figurer cette explication dans un texte de loi ?

Le Ministre répond que cela n'est pas possible, étant donné que la loi n'a pas encore réglé le statut des magistrats à compétence nationale.

Ceux-ci existent en fait, mais pas encore en droit.

Le collège des procureurs généraux ne donne des instructions à ces magistrats que moyennant l'« autorisation officielle » du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles.

Le Ministre souligne que la coordination de l'instruction entre les cinq ressorts est considérée comme une nécessité absolue. Il renvoie à cet égard aux conclusions de la commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée.

Lui-même souhaite toutefois que l'exercice de cette mission de coordination soit compensé par l'engagement de personnel supplémentaire.

Votre rapporteur estime que l'on pourrait appliquer un système analogue, par exemple, à celui des détachements de magistrats dans un autre arrondissement judiciaire.

Le Ministre conteste cette affirmation.

La commission d'enquête a d'ailleurs également demandé que, dans un premier temps, cette question ne soit pas réglée sur le plan légal. Il s'agit en l'occurrence d'une espèce de « testcase ». Les magistrats du parquet concernés sont actuellement soustraits à l'autorité du procureur du Roi pour être placés sous celle du procureur général. Ce dernier confie les missions nationales de commun accord avec le collège des procureurs généraux.

L'amendement n^o 5 du Gouvernement (Doc. n^o 1243/4) remplace, dans la colonne « Avocats-généraux », en regard du siège de Liège, le chiffre « 8 » par le chiffre « 7 ». Cette modification résulte de la concertation avec les autorités judiciaires, qui souhaitent retenir d'autres priorités (voir Doc. n^{os} 1244/1 et 4).

betreft de zetel Antwerpen, het getal « 29 » te vervangen door het getal « 28 ». Het betreft hier een compensatie voor de verhoging met één eenheid van de personeelsformatie van de rechtbank van koophandel te Brugge (zie stukken n^{rs} 1242/1 en 4).

Uw rapporteur verwijst naar de memorie van toelichting bij het ontwerp waarin de bijzondere verhoging van de personeelsformatie van het parket-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel wordt verantwoord door de aanwijzing van twee « nationale magistraten » die hun ambt te Brussel uitoefenen. Welke garantie bestaat er dat de twee supplementaire parketmagistraten ook effectief nationaal werkzaam zullen zijn en blijven ? Was het niet mogelijk om deze verklaring ook in een wettekst om te zetten ?

De Minister antwoordt dat zulks niet mogelijk is om de eenvoudige reden dat er nog geen wettelijke regeling bestaat voor het statuut van magistraten met nationale bevoegdheid.

De nationale magistraten bestaan in feite, maar nog niet in rechte.

Het college van Procureurs-Generaal geeft slechts instructies aan deze magistraten mits daarvoor een « officieuze toestemming » van de Procureur-Generaal bij het Hof van Beroep te Brussel bestaat.

De Minister benadrukt dat de coördinatie van het strafonderzoek tussen de vijf rechtsgebieden als een absolute noodzaak wordt gevoeld. Hij verwijst naar de besluiten van de parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de wijze waarop de bestrijding van het banditisme en het terrorisme wordt georganiseerd. Hijzelf wenst echter dat de uitoefening van die coördinatietaak wordt gecompenseerd door bijkomend personeel.

Uw rapporteur meent dat een constructie zou kunnen worden toegepast, analoog aan bijvoorbeeld de detacheringen van magistraten naar een ander gerechtelijk arrondissement.

De Minister betwist zulks.

Overigens heeft ook de onderzoekscommissie gevraagd om deze zaak in een eerste fase niet wettelijk te regelen. Het gaat hier om een soort testcase. De parketmagistraten worden aan het gezag van de procureur des Konings onttrokken om rechtstreeks onder het gezag van de Procureur Generaal te worden geplaatst. Deze laatste geeft de nationale opdrachten in overleg met het college van Procureurs-Generaal.

Het amendement n^o 5 van de Regering (Stuk n^o 1243/4) vervangt in de kolom « Advocaten-generaal » het getal « 8 » voor de zetel Luik, door het getal « 7 ». Deze wijziging resulteert uit het overleg met de gerechtelijke autoriteiten die andere prioriteiten wensen te leggen (zie stukken n^{rs} 1244/1 en 4).

Art. 2

Cet article modifie l'article 213 du Code judiciaire, qui concerne la présentation aux places de conseiller vacantes dans les cours d'appel.

Un amendement n° 3 (Doc. n° 1243/3) tend à réduire d'une unité le nombre de places que le conseil provincial d'Anvers peut présenter.

Vu l'amendement n° 3 (voir supra) présenté à l'article 1^{er} tendant à réduire le cadre des conseillers à la Cour d'appel d'Anvers d'une unité, il convient d'adapter en conséquence le nombre de places présentées par le conseil provincial.

Art. 3 (nouveau) et art. 4 (nouveau)

Ces amendements du Gouvernement (n°s 1 et 2, Doc. n° 1243/2) visent à supprimer l'exigence formelle du rapport en degré d'appel en matière correctionnelle. Le Ministre renvoie à ce sujet au cours de la discussion générale. Les appels étant de plus en plus fréquents, il importe de simplifier la procédure d'appel afin de rendre l'administration de la justice plus efficace et plus rapide.

VOTES

Article 1^{er}

Les amendements n°s 3 et 5 sont adoptés par 12 voix et une abstention.

L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté par 12 voix et une abstention.

Art. 2

L'amendement n° 4 est adopté par 12 voix et une abstention.

L'article 2, ainsi modifié, est adopté par 12 voix et une abstention.

Art. 3 (nouveau)

L'amendement n° 1 est adopté par 12 voix et une abstention.

Art. 4 (nouveau)

L'amendement n° 2 est adopté par 12 voix et une abstention.

*
* *

Art. 2

Artikel 2 wijzigt artikel 213 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de voordrachten voor de openstaande plaatsen van raadsheren in de hoven van beroep betreft.

Een regeringsamendement n° 3 (Stuk n° 1243/3) vermindert het aantal voordrachten waartoe de provincieraad van Antwerpen gemachtigd is met één eenheid.

Gezien het amendement n° 3 (zie supra) ingediend op artikel 1, strekkende tot vermindering van het kader van de raadsheren in het Hof van beroep te Antwerpen met één eenheid, dient het aantal plaatsen voorgedragen door de Provincieraad te worden aangepast.

Art. 3 (nieuw) en art. 4 (nieuw)

Deze regeringsamendementen (n°s 1 en 2, Stuk n° 1243/2) beogen de afschaffing van het verplicht verslag in het hoger beroep in strafzaken. De Minister verwijst naar de algemene bespreking. Steeds meer wordt hoger beroep aangetekend en het is dan ook erg belangrijk om de procedure in hoger beroep te vereenvoudigen, teneinde de rechtsbedeling efficiënter en sneller te laten geschieden.

STEMMINGEN

Artikel 1

De amendementen n°s 3 en 5 worden aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 1, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2

Het amendement n° 4 wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 2, zoals gewijzigd, wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Art. 3 (nieuw)

Het amendement n° 1 wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

Art. 4 (nieuw)

Het amendement n° 2 wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

*
* *

L'ensemble du projet, tel qu'il a été modifié, est adopté par 12 voix et une abstention.

Le Rapporteur,

T. MERCKX-VAN GOEY

Le Président,

J. MOTTARD

Het gehele wetsontwerp, zoals het werd gewijzigd, wordt aangenomen met 12 stemmen en 1 onthouding.

De Rapporteur,

T. MERCKX-VAN GOEY

De Voorzitter,

J. MOTTARD

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

PROJET DE LOI

WETSONTWERP

**modifiant la loi du 3 avril 1953
d'organisation judiciaire
et l'article 213
du Code judiciaire**

**tot wijziging van de wet van 3 april
1953 betreffende de rechterlijke
inrichting en van artikel 213
van het Gerechtelijk Wetboek**

Article 1^{er}

Artikel 1

Le tableau figurant à l'article premier de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, remplacé par la loi du 28 juin 1984 et modifié par la loi du 23 juin 1989 est remplacé par le tableau suivant :

De tabel die voorkomt in artikel één van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, vervangen door de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd bij de wet van 23 juni 1989 wordt vervangen door de volgende tabel :

Siège — Zetel	Premier président — Eerste voorzitter	Présidents — Voorzitters	Conseillers — Raads- heren	Procureur général — Procureur- generaal	Avocats généraux — Advocaten- generaal	Substituts généraux — Substi- tuten- generaal	Greffiers en chefs — Hoofd- griffiers	Greffiers- chefs de service — Griffiers hoofd van dienst	Greffiers — Griffiers	Commis- greffiers — Klerken- griffiers
Anvers. — Antwerpen	1	14	29	1	11	8	1	2	14	6
Bruxelles. — Brussel	1	15	33	1	12	11	1	2	16	5
Gand. — Gent	1	14	31	1	12	7	1	2	16	5
Liège. — Luik	1	9	22	1	8	6	1	2	11	3
Mons. — Bergen	1	7	14	1	6	4	1	2	8	3

Art. 2

Art. 2

L'article 213 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 28 juin 1984 et modifié par la loi du 23 juin 1989, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 213. — La présentation à une place de conseiller vacante appartient au conseil provincial qui a présenté à la place occupée par le magistrat dont le départ a créé la vacance.

Le nombre de présentations par les conseils provinciaux aux places vacantes de conseiller est déterminé comme suit :

1. Cour d'appel d'Anvers

Le conseil provincial d'Anvers présente à 31 places.

Le conseil provincial du Limbourg présente à 13 places.

Artikel 213 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen door de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd bij de wet van 23 juni 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 213. — De voordracht van een openstaande plaats van raadsheer geschiedt door de provincieraad die de magistraat heeft voorgedragen ingevolge wiens vertrek de plaats is opgegevallen.

Het aantal voordrachten die de provincieraden voor openstaande plaatsen van raadsheer mogen indienen, is bepaald als volgt :

1. Hof van beroep te Antwerpen

De provincieraad van Antwerpen dient voordrachten in voor 31 plaatsen.

De provincieraad van Limburg dient voordrachten in voor 13 plaatsen.

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

PROJET DE LOI

WETSONTWERP

**modifiant la loi du 3 avril 1953
d'organisation judiciaire,
l'article 213 du Code judiciaire
et les articles 209 et 210 du Code
d'instruction criminelle**

**tot wijziging van de wet van 3 april
1953 betreffende de rechterlijke
inrichting, van artikel 213
van het Gerechtelijk Wetboek en van
de artikelen 209 en 210 van het
Wetboek van Strafvordering**

Article 1^{er}

Artikel 1

Le tableau figurant à l'article premier de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, remplacé par la loi du 28 juin 1984 et modifié par la loi du 23 juin 1989 est remplacé par le tableau suivant :

De tabel die voorkomt in artikel één van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, vervangen door de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd bij de wet van 23 juni 1989 wordt vervangen door de volgende tabel :

Siège — Zetel	Premier président — Eerste voorzitter	Présidents — Voorzitters	Conseillers — Raads- heren	Procureur général — Procureur- generaal	Avocats généraux — Advocaten- generaal	Substituts généraux — Substi- tuten- generaal	Greffiers en chefs — Hoofd- griffiers	Greffiers- chefs de service — Griffiers hoofd van dienst	Greffiers — Griffiers	Commis- greffiers — Klerken- griffiers
Anvers. — Antwerpen	1	14	28	1	11	8	1	2	14	6
Bruxelles. — Brussel	1	15	33	1	12	11	1	2	16	5
Gand. — Gent	1	14	31	1	12	7	1	2	16	5
Liège. — Luik	1	9	22	1	7	6	1	2	11	3
Mons. — Bergen	1	7	14	1	6	4	1	2	8	3

Art. 2

Art. 2

L'article 213 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 28 juin 1984 et modifié par la loi du 23 juin 1989, est remplacé par les dispositions suivantes :

Artikel 213 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen door de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd bij de wet van 23 juni 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 213. — La présentation à une place de conseiller vacante appartient au conseil provincial qui a présenté à la place occupée par le magistrat dont le départ a créé la vacance.

Art. 213. — De voordracht van een openstaande plaats van raadsheer geschiedt door de provincieraad die de magistraat heeft voorgedragen ingevolge wiens vertrek de plaats is opengevallen.

Le nombre de présentations par les conseils provinciaux aux places vacantes de conseiller est déterminé comme suit :

Het aantal voordrachten die de provincieraden voor openstaande plaatsen van raadsheer mogen indienen, is bepaald als volgt :

1. Cour d'appel d'Anvers

1. Hof van beroep te Antwerpen

Le conseil provincial d'Anvers présente à 30 places.

De provincieraad van Antwerpen dient voordrachten in voor 30 plaatsen.

Le conseil provincial du Limbourg présente à 13 places.

De provincieraad van Limburg dient voordrachten in voor 13 plaatsen.

TEXTE SOUMIS A LA COMMISSION

2. Cour d'appel de Bruxelles

Le conseil provincial du Brabant présente à 49 places.

3. Cour d'appel de Gand

Le conseil provincial de la Flandre occidentale présente à 22 places.

Le conseil provincial de la Flandre orientale présente à 24 places.

4. Cour d'appel de Liège

Le conseil provincial de Liège présente à 18 places.

Le conseil provincial de Namur présente à 7 places.

Le conseil provincial de Luxembourg présente à 3 places.

5. Cour d'appel de Mons

Le conseil provincial du Hainaut présente à 22 places.

TEKST VOORGELEGD AAN DE COMMISSIE

2. Hof van beroep te Brussel

De provincieraad van Brabant dient voordrachten in voor 49 plaatsen.

3. Hof van beroep te Gent

De provincieraad van West-Vlaanderen dient voordrachten in voor 22 plaatsen.

De provincieraad van Oost-Vlaanderen dient voordrachten in voor 24 plaatsen.

4. Hof van beroep te Luik

De provincieraad van Luik dient voordrachten in voor 18 plaatsen.

De provincieraad van Namen dient voordrachten in voor 7 plaatsen.

De provincieraad van Luxemburg dient voordrachten in voor 3 plaatsen.

5. Hof van beroep te Bergen

De provincieraad van Henegouwen dient voordrachten in voor 22 plaatsen.

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

2. Cour d'appel de Bruxelles
Le conseil provincial du Brabant présente à 49 places.
3. Cour d'appel de Gand
Le conseil provincial de la Flandre occidentale présente à 22 places.
Le conseil provincial de la Flandre orientale présente à 24 places.
4. Cour d'appel de Liège
Le conseil provincial de Liège présente à 18 places.

Le conseil provincial de Namur présente à 7 places.

Le conseil provincial de Luxembourg présente à 3 places.
5. Cour d'appel de Mons
Le conseil provincial du Hainaut présente à 22 places.

Art. 3 (nouveau)

A l'article 209 du Code d'instruction criminelle, les mots « sur un rapport fait par l'un des juges » sont supprimés.

Art. 4 (nouveau)

Dans l'article 210 du Code d'instruction criminelle, les mots « A la suite du rapport, et avant que le rapporteur et les juges » sont remplacés par les mots « Avant que les juges ».

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

2. Hof van beroep te Brussel
De provincieraad van Brabant dient voordrachten in voor 49 plaatsen.
3. Hof van beroep te Gent
De provincieraad van West-Vlaanderen dient voordrachten in voor 22 plaatsen.
De provincieraad van Oost-Vlaanderen dient voordrachten in voor 24 plaatsen.
4. Hof van beroep te Luik
De provincieraad van Luik dient voordrachten in voor 18 plaatsen.
De provincieraad van Namen dient voordrachten in voor 7 plaatsen.
De provincieraad van Luxemburg dient voordrachten in voor 3 plaatsen.
5. Hof van beroep te Bergen
De provincieraad van Henegouwen dient voordrachten in voor 22 plaatsen.

Art. 3 (nieuw)

In artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering worden de woorden « op een verslag door een van de rechters uitgebracht » geschrapt.

Art. 4 (nieuw)

In artikel 210 van het Wetboek van Strafvordering worden de woorden « Na het verslag en voordat de verslaggever en de rechters » vervangen door de woorden « Voordat de rechters ».